



63^e Commission pour le développement social

Point 3a de l'ordre du jour

Renforcer la solidarité, l'inclusion sociale et la cohésion sociale pour accélérer la réalisation des engagements pris dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social ainsi que la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Strengthening solidarity, social inclusion and social cohesion to
accelerate the delivery of the commitments of the Copenhagen
Declaration on Social Development and Programme of Action of the
World Summit for Social Development as well as the implementation of
the 2030 Agenda for Sustainable Development

New York, le 10 février 2025

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences
Mesdames et Messieurs,

Le rapport du Secrétaire général nous confronte à une réalité inconfortable : face à la multiplication des crises, toujours plus complexes et interconnectées, les progrès en matière de développement social ralentissent drastiquement. En 2024, 8,6% de la population mondiale vivait encore dans une pauvreté absolue, soit 36 millions de personnes de plus qu'en 2019. Parallèlement, 65% de la population mondiale vit dans des pays où les inégalités de revenus ont augmenté ces dernières années. Ces inégalités érodent la confiance et renforcent l'exclusion sociale, sapant ainsi la cohésion sociale. Et sans cohésion sociale, il ne peut y avoir de développement significatif. En effet, les sociétés marquées par une faible cohésion sociale sont moins résilientes face aux chocs externes, aggravant ainsi les répercussions négatives sur les individus et leur bien-être.

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Face aux transformations structurelles et à l'intensification des crises globales, il est plus nécessaire que jamais de renforcer notre résilience sociale individuelle et collective à travers des engagements forts et des actions décisives. À cet égard, l'organisation du Deuxième Sommet mondial pour le développement social présente une occasion historique de mettre à jour les objectifs de la Déclaration de Copenhague et renouveler notre engagement commun à leur réalisation.

Dans ce contexte, la Suisse soutient pleinement toutes les recommandations du rapport du Secrétaire général. J'aimerais m'attarder en particulier sur trois d'entre elles.

Premièrement : investir en priorité dans le développement du capital humain. L'investissement dans le capital humain est un levier essentiel pour promouvoir la résilience sociale individuelle et collective ainsi que pour réduire les inégalités. L'accès équitable à une éducation de qualité permet à chaque individu de s'épanouir, réaliser son plein potentiel et contribuer activement à la société. La Suisse promeut des systèmes éducatifs et des programmes de formation professionnelle inclusifs, flexibles et adaptés aux évolutions du marché du travail. Dans un monde du travail en pleine mutation, marqué par la numérisation, la transition vers une économie verte et les changements démographiques, il est essentiel de garantir à chacune et chacun, quel que soit son âge, l'accès à une formation continue et à des opportunités de reconversion.

Deuxièmement : mettre en place des systèmes de protection sociale universelle et complète qui s'adaptent à l'évolution des risques. Un système de protection sociale efficace, fondé sur le principe de solidarité, est un pilier fondamental de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. La pandémie de COVID-19 a démontré l'urgence d'adapter et d'étendre les prestations de protection sociale afin de protéger toutes les catégories de la population, notamment les plus vulnérables, face aux conséquences des chocs externes. A cet égard, l'économie informelle reste un obstacle majeur, avec des centaines de millions de travailleurs ne bénéficiant d'aucune couverture. Il est donc urgent de promouvoir la transition de l'économie informelle à l'économie formelle à travers des incitations spécifiques.

Et troisièmement : mettre en place une gouvernance transparente et efficace pour la résilience sociale. Face aux inégalités croissantes et à la désinformation qui érodent la confiance et fragilisent le « contrat social » à la base de nos sociétés, la Suisse rappelle la nécessité absolue de développer des systèmes de gouvernance transparents, inclusifs et fondés sur les droits humains et l'Etat de droit. Les citoyennes et citoyens ainsi que toutes les autres parties prenantes doivent pouvoir contribuer activement à l'élaboration des politiques et décisions qui les concernent. Une gouvernance efficace doit aussi s'appuyer sur des données fiables et accessibles, afin de concevoir des politiques fondées sur des preuves et adaptées aux réalités locales. En Suisse, le dialogue social et la recherche de compromis font partie de l'ADN de notre pays. Renforcer la coopération avec et entre les partenaires sociaux permet de promouvoir des conditions équitables en matière d'emploi et de prévenir les tensions sociales, renforçant ainsi le contrat social.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Saisissons l'opportunité historique que représente le prochain Sommet social mondial. Renouveler les engagements de la Déclaration de Copenhague afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 requiert un effort collectif et des décisions courageuses. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons placer la justice sociale au cœur de l'agenda politique international afin de s'assurer que chacune et chacun puisse vivre dans la dignité et la prospérité. La Suisse réitère son engagement à travailler aux côtés des États membres, des organisations internationales et de la société civile pour bâtir un monde plus juste, inclusif et solidaire. Ensemble, nous pouvons construire un avenir où la justice sociale n'est pas une simple aspiration, mais une réalité vécue par toutes et tous.

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Chair,
Ministers, Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

The Secretary-General's report confronts us with an uncomfortable reality: in the face of an ever-increasing number of complex and interconnected crises, progress in social development is slowing drastically. In 2024, 8.6% of the world's population was still living in absolute poverty, 36 million more people than in 2019. At the same time, 65% of the world's population still lives in countries where income inequality has increased in recent years. These inequalities erode confidence and reinforce social exclusion, undermining social cohesion. And without social cohesion, there can be no meaningful development. Indeed, societies marked by weak social cohesion are less resilient to external shocks, exacerbating the negative repercussions on individuals and their well-being.

Faced with structural transformations and the intensification of global crises, it is more necessary than ever to strengthen our individual and collective social resilience through strong commitments and decisive actions. Our common efforts must be guided by the objectives of the Copenhagen Declaration. In this respect, the organisation of the Second World Summit for Social Development presents a historic opportunity to update these goals and renew our common commitment to their achievement.

In this context, Switzerland fully supports all the recommendations in the Secretary-General's report. I would like to focus in particular on three of them.

First: give priority to investing in the development of human capital. Investment in human capital is an essential lever for promoting individual and collective social resilience and reducing inequalities. Equitable access to quality education enables everyone to flourish, realise their full potential and contribute actively to society. Switzerland promotes education systems and vocational training programmes that are inclusive, flexible and adapted to changes in the labour market. In a rapidly changing world of work, marked by digitisation, the green economy transition and demographic change, it is essential to ensure that everyone, whatever their age, has access to continuing education and retraining opportunities.

Second: to put in place universal and comprehensive social protection systems that adapt to changing risks. An effective social protection system, based on the principle of solidarity, is a fundamental pillar in the fight against poverty and inequality. The COVID-19 pandemic demonstrated the urgent need to adapt and extend social protection benefits to protect all sections of the population, particularly the most vulnerable, from the consequences of external shocks. In this respect, the informal economy remains a major obstacle, with hundreds of millions of workers not covered at all. There is therefore an urgent need to promote the transition from the informal to the formal economy through specific incentives.

And thirdly: putting in place transparent and effective governance for social resilience. In the face of growing inequalities and misinformation that are eroding trust and undermining the 'social contract' that underpins our societies, Switzerland reiterates the absolute need to develop systems of governance that are transparent, inclusive and based on human rights and the rule of law. Citizens and other stakeholders must be able to make an active contribution to shaping the policies and decisions that affect them. Effective governance must also be based on reliable and accessible data, in order to design evidence-based policies that are adapted to local realities. In Switzerland, social dialogue and the search for compromise are part of our country's DNA. Strengthening cooperation with and between the social partners helps to promote fair employment conditions and prevent social tensions, thereby strengthening the social contract.

Chair,

Ladies and Gentlemen,

Let us seize the historic opportunity presented by the forthcoming World Social Summit. Renewing the commitments of the Copenhagen Declaration in order to accelerate the implementation of the 2030 Agenda requires a collective effort and courageous decisions. Now more than ever, we must place social justice at the heart of the international political agenda to ensure that everyone can live in dignity and prosperity. Switzerland reiterates its commitment to working alongside Member States, international organisations and civil society to build a fairer, more inclusive world based on solidarity. Together, we can build a future where social justice is not just an aspiration, but a reality experienced by all.

Thank you for your attention.